

# LA FORCE DE LA PAIX

ONU CI

Côte d'Ivoire

Volume 3 - N°009

Septembre 2011



Prestation artistique du groupe « Cercle des Enfants Battants d'Afrique » lors de la journée de la paix, le 21 septembre 2011 au siège de l'ONU CI à Abidjan

## Avançons sur la route de la paix

RETROUVEZ LE BULLETIN D'INFORMATION  
« LA FORCE DE LA PAIX »

SUR LE SITE

[www.onuci.org](http://www.onuci.org)

## PROTECTION DES DROITS DE L'HOMME ET AMÉLIORATION DE LA SITUATION SÉCURITAIRE, DEUX PRIORITÉS POUR L'ONU CI

La situation sécuritaire et la question des droits de l'homme sont encore revenues au premier plan de l'actualité avec la récente publication d'un rapport de la Division des Droits de l'Homme (DDH) de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) (voir le numéro d'août 2011 de la Force de la Paix).

De nombreux témoignages font état de ce que sur les routes ivoiriennes, paisibles voyageurs et opérateurs économiques continuent de subir le racket. Plusieurs incidents ont été signalés au cours desquels, des éléments des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (RFCI) n'ont pas hésité à recourir à l'usage excessif de la force à l'encontre de la population civile.

« Des dérapages sont constatés ici et là », a reconnu le porte-parole adjoint de l'ONUCI qui intervenait lors de la conférence hebdomadaire du 29 septembre 2011.

Ce constat fait, il est important de rappeler que la mission n'est pas restée les bras croisés face aux dérives d'une frange des forces de l'ordre. A travers la DDH, l'ONUCI maintient un contact étroit avec le gouvernement ivoirien afin d'alerter les autorités compétentes et de leur fournir les informations en sa possession dans ce domaine.

Ainsi, lors de sa rencontre, le 22 septembre avec le Ministre Chargé des Droits de l'Homme et des Libertés Publiques, Gnénéma Coulibaly, le Représentant spécial Adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte

d'Ivoire, Arnauld Akodjènou, a exprimé un certain nombre de préoccupations, au nombre desquelles le besoin de voir des efforts fournis pour que la Côte d'Ivoire « adhère aux standards internationaux en matière de droits de l'homme. »

Au sujet de la question sécuritaire, l'attaque criminelle menée contre les villages de Ziriglo et Nigré, dans le sud-ouest ivoirien, dans la nuit du 15 au 16 septembre, vient rappeler à tous la nécessité de faire preuve de vigilance. Fort heureusement, les forces militaires dont le nombre s'est accru dans l'Ouest, poursuivent leurs patrouilles dans la région afin de dissuader d'éventuels fauteurs de troubles.

Ce n'est pas tout. L'ONUCI est en train de travailler avec le gouvernement afin d'augmenter sa capacité à contrôler la frontière ivoiro-libérienne et à réagir en cas d'attaques. Parallèlement, ses forces continuent leur collaboration avec leurs frères d'armes de la Mission des Nations Unies au Libéria (MINUL).

Afin d'assister les autorités ivoiriennes à faire efficacement face à l'insécurité, l'ONUCI a organisé des sessions de formation à l'intention des forces de police et de gendarmerie, dont une destinée aux formateurs en protection rapprochée des hautes personnalités.

On ne saurait évoquer la question de la sécurité en faisant abstraction du Désarmement, de la démobilisation et de la réinsertion (DDR). Le retour des ex-combattants à la vie civile est une

étape incontournable pour le renforcement de la démocratie, ont conclu les participants au séminaire consacré à la réforme du Secteur de la Sécurité et du Désarmement tenu récemment à Grand-Bassam.

Au cours des travaux, l'ONUCI, à travers le Représentant spécial adjoint et Coordinateur humanitaire du Système des Nations Unies, Ndolamb Ngokwey, a prévu entre autres, la redéfinition des critères d'éligibilité des ex-combattants. De fait, tous les acteurs, aux premiers rangs desquels le gouvernement ivoirien, sont d'avis qu'il faut réorganiser le secteur du DDR. « Ces jeunes gens qui ont pris les armes et qui n'ont pas été retenus dans l'armée, il va falloir leur trouver une situation durable de telle sorte qu'ils ne menacent pas la sécurité, et faire en sorte qu'ils ne représentent pas un danger et ne puissent pas être utilisés », a estimé le Ministre chargé des ex-Combattants et des Victimes de Guerre, Mathieu Babaud Darret.

La réconciliation des Ivoiriens à laquelle s'attèle la Commission Dialogue, Vérité et réconciliation (CDVR), officiellement installée le 28 septembre à Yamoussoukro, devrait, si elle est effective, créer des conditions d'une paix durable. Une situation qui serait, à n'en pas douter, favorable au renforcement du respect des droits de l'homme et à l'amélioration de la situation sécuritaire. Toutes choses qui consacraient le retour à un Etat de droit.

### RESOLUTION 1820 DU CONSEIL DE SECURITE DES NATIONS UNIES

Ensemble disons **NON!** à l'impunité des auteurs d'actes de violences sexuelles

Directeur de publication : **Hamadoun Touré**  
 Rédacteur en Chef : **Malick Faye**  
 Coordinatrice : **Rosamond Bakari**  
 Graphiste Designer : **Jean Brice N'doli**  
 Illustrations : **Serge Assain Aliké**  
 Crédits photos : **Basile Zoma, Macline Hien**

Publié par le Bureau de l'Information publique - [www.onuci.org](http://www.onuci.org)  
 Copyright © « La Force de la Paix » 2011 • Tous droits réservés



# ARNAULD AKODJÉNOU, CHEF PAR INTÉRIM DE L'ONU CI À L'INSTALLATION DE LA COMMISSION DIALOGUE, VÉRITÉ ET RÉCONCILIATION À YAMOOUSSOUKRO :

## « Je suis en admiration devant cet acte politique posé par l'ensemble des acteurs concernés »

Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire a pris part, le 28 septembre 2011 à l'installation de la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation (CDVR) dans la capitale politique ivoirienne. Une occasion pour Arnauld Akodjenou de réitérer l'appui de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI) à cette structure chargée de réconcilier les Ivoiriens, suite à la violente crise postélectorale qui a secoué leur pays.

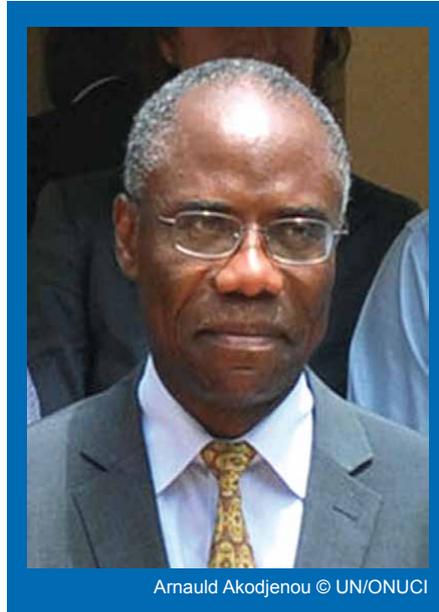
Notre collègue Jean-Claude Komé d'ONU CI FM l'a rencontré.

**Jean Claude Komé : Vous avez représenté l'ONU CI à la cérémonie d'installation de la Commission Dialogue Vérité et Réconciliation en tant que structure appuyant la Côte d'Ivoire depuis le déclenchement de la crise, qu'est ce que cela représente pour vous ?**

**Arnauld Akodjenou :** Je suis sûr que la journée du 28 septembre 2011 sera marquée d'une pierre dans l'histoire de la mission. Ce fut un moment particulièrement fort, plein de symboles, et des symboles qui en appellent à la totalité de la population vivant en Côte d'Ivoire, des acteurs qui sont en Côte d'Ivoire y compris l'ONU CI à tout faire pour que ce pays retrouve la paix à travers la réconciliation qui est un outil important. Et le fait que le Président de la République ce soit déplacé lui-même, pour installer et dans une capitale comme celle-ci, dans une ville comme celle-ci, cette commission avec un homme de mission, un homme de passion, avec une grande sérénité, tel que le Président Konan Banny, dit tout ce que cela représente pour nous ONU CI et ce que cela représente et doit représenter pour la Côte d'Ivoire.

**JC.K : Que compte faire l'ONU CI pour appuyer les actions de cette commission ?**

**A.A :** Je retiens un mot très fort de ce que M. Konan Banny a dit hier après que



Arnauld Akodjenou © UN/ONU CI

le Président Ouattara lui a remis la feuille de route. C'est l'émergence d'un ivoirien nouveau ou d'un nouvel homme ivoirien. Je ne suis pas entrain de le citer mais cela m'a frappé, et pour y concourir, pour que cela devienne une réalité, une mission comme la nôtre a un rôle très important. Un rôle en termes de substance, et M. Konan Banny est entrain de dégager une substance de sa mission, nous allons l'y aider, nous l'y aidons déjà à travers différentes structures de la mission, nous allons continuer, nous le ferons.

**JC.K : Depuis votre arrivée, vous multipliez les rencontres avec les leaders politiques et la société civile, que percevez-vous ? Est-ce que vous sentez que ces acteurs sont prêts à aller à la réconciliation ?**

**A.A :** Tous ceux que j'ai rencontrés jusqu'aujourd'hui sont prêts pour la paix, ils sont prêts à aller vers la réconciliation. Je ne dis pas que c'est gagné, je ne dis pas du tout que c'est fini, qu'il suffit que l'amour et la volonté se manifestent. Il faut que cette volonté de la part des uns et des autres se manifeste et se traduise dans les réalités et notre rôle est d'accompagner, d'assister et d'appuyer.

**JC.K : Paradoxalement, on constate une certaine radicalisation dans certaines positions politiques, est-ce que vous allez contribuer à apaiser les choses ?**

**A.A :** Je peux comprendre personnellement que par moment, les négociations sont importantes et dans les négociations, il importe parfois d'établir des enchères, pas nécessairement de les monter mais d'établir les enchères et de discuter sur la base. Ce que j'ai noté--et c'est ça qui me réjouit et me reconforte--c'est cette volonté de consolider une paix. Il n'y a plus de phases, on peut le dire, de phases de militarisation de la Côte d'Ivoire. Nous allons et nous nous engageons dans un processus de stabilisation, pour qu'un environnement apaisé permette de poursuivre la démocratisation ou le processus démocratique.

**JC.K : Comment jugez-vous la rencontre du Président de la République avec les responsables du Front populaire ivoirien (FPI) ?**

**A.A :** Un grand pas, surtout de fer, si je peux me permettre de faire un commentaire, au lendemain de l'installation de la Commission Dialogue, Vérité et Réconciliation. C'est un grand pas et naturellement tous les acteurs, je dis bien, tous les acteurs doivent en être félicités et nous serons au côté de tous ses acteurs le moment venu pour traduire tout cela dans la réalité ou pour les amener à traduire tout cela dans la réalité. Cependant, je suis en admiration devant cet acte politique posé par l'ensemble des acteurs concernés.

**JC.K : Quel est le message de l'ONU CI à l'endroit des Ivoiriens ?**

**A.A :** L'ONU CI est ici sur la base d'une résolution du Conseil de sécurité pour avant tout accompagner le peuple ivoirien dans ce processus de réconciliation, de paix, de restauration de l'autorité de l'Etat et pour que la Côte d'Ivoire retrouve sa grandeur d'antan.

Par Jean-Claude KOMÉ

# L'ONU CÉLÈBRE LA JOURNÉE INTERNATIONALE DE LA PAIX À TRAVERS LA CÔTE D'IVOIRE

La Journée internationale de la Paix a été célébrée ce 21 septembre, dans plusieurs villes de la Côte d'Ivoire dont Abidjan, Bouaké, Yamoussoukro, Ferkessedougou, Bondoukou et Daoukro.

A l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la Paix (JIP), dans son message lu à Abidjan, par son Représentant spécial adjoint pour la Côte d'Ivoire, Arnould Akodjénou, le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-Moon a déclaré que l'ONU allait continuer d'œuvrer avec d'autres pour répondre à cette aspiration partagée qu'est la recherche de la dignité, de la sécurité et de perspectives nouvelles.

Dans la capitale économique de la Côte d'Ivoire, la célébration de la JIP a servi de plateforme à l'ONUCI pour procéder en présence des maires des 13 communes d'Abidjan, au lancement de la campagne ONUCI Tour dans les communes.

A Bouaké, la journée a été marquée par l'organisation d'un atelier de réflexion sur « l'implication des leaders de communauté dans le processus de réconciliation et de reconstruction nationale » à l'endroit des leaders de communautés. Les quatre-vingts participants à ce forum d'échange ont réfléchi sur les voies et moyens pour contribuer au vaste chantier de la réconciliation et de la reconstruction nationale initié par le gouvernement afin d'arriver à une paix durable en Côte d'Ivoire.

De réconciliation, il en a aussi été question à Ferkessedougou où les bureaux de l'Information publique, de la Protection de l'Enfance, des Droits de l'Homme, de l'Assistance électorale et du Désarmement, de la Démobilisation et de la Réinsertion (DDR) de l'ONUCI et du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD), ont respectivement animé une table ronde sur le rôle et la responsabilité de la société civile face à la promotion de la paix.

Si à Ferkessedougou la mission onu-



Les officiels lors de la célébration de la journée de la paix © UN/ONUCI

sienne a échangé avec les populations sur la réconciliation, à Bondoukou l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire a mis l'accent sur la paix et la sécurité.

Selon Désiré Ndagijimana du Bureau de l'Information publique, la paix et la sécurité sont indissociables. Si la réconciliation est une nécessité, selon lui, elle procède d'abord et avant tout d'une paix véritable et de la sécurité gage de stabilité.

Pour le préfet de région, Germain François Goun, la paix pour les ivoiriens est une mission confiée par feu le président Félix Houphouët Boigny pour qui, cette notion ne devait pas être un vain mot, mais devait guider les comportements de tous les jours.

A Daoukro, la commémoration de la Journée internationale de la Paix a permis aux responsables religieux, communautaires, traditionnels, ceux des associations de femmes, de jeunes, des ONG, des médias et des artistes de faire des recommandations en vue du bon déroulement du processus électoral à venir.

Ils ont, entre autres, demandé à l'ONUCI, de multiplier les sensibilisations de

proximité à la paix, au pardon et à la cohésion sociale et d'exiger des politiciens qu'ils cessent d'instrumentaliser la jeunesse. Ils ont plaidé pour la formation des médias afin qu'ils soient plus professionnels et respectent la déontologie. Ils ont demandé que soit mis fin à la politique dans les établissements. Ils ont enfin exhorté les candidats aux élections à la signature d'un code de bonne conduite.

Il faut noter que cette Journée internationale a été instituée par l'Assemblée générale des Nations unies, dans une résolution proposée par le Royaume-Uni et le Costa Rica en 1981. La date de sa célébration est fixée au troisième mardi suivant l'ouverture de l'Assemblée générale des Nations Unies.

Le 7 septembre 2001, une résolution de l'Assemblée générale des Nations Unies a fixé la date de célébration de cette Journée internationale au 21 septembre de chaque année.

Depuis cette date, le 21 septembre de chaque année est consacré au renforcement des idéaux de paix au sein des nations et des peuples, ainsi que dans leurs relations.

Par Michel Man

# LE COMMANDANT DE LA FORCE DE L'ONUCI EN VISITE SUR LE TERRAIN

Féliciter les contingents pour le bon travail accompli sur le terrain, les exhorter à remplir leur mission dans le respect des règles des Nations Unies et souligner la politique de l'ONU de tolérance zéro pour l'exploitation et les abus sexuels. Autant de bonnes raisons qui ont conduit le Commandant de la Force de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), le général de Division, Gnakouté Berena à entreprendre une tournée des casernes.

La série de visites a commencé le 12 septembre à Guiglo et Toulepleu, dans l'Ouest de la Côte d'Ivoire où le général Berena, s'est rendu dans les bataillons béninois et malawite.

Le 16 Septembre 2011, le Bataillon Nigérien de Korhogo, à 580 km au Nord d'Abidjan et ses troupes basées à Bouaké ont accueilli le commandant de la Force.

A Korhogo, Le général Berena a félicité le bataillon Nigérien pour le travail mené au sein des populations. « Je vous exhorte à continuer sur la même lancée et à poursuivre cette cohabitation harmonieuse avec les populations qui doivent être heureuses et à l'aise avec les casques bleus », a-t-il indiqué.

Concernant les futures élections législatives, le commandant de la Force de l'ONUCI a demandé aux militaires nigériens de contribuer à leur sécurisation. Il a également saisi cette occasion, pour les sensibiliser sur les abus et exploitations sexuels en leur rappelant la tolérance zéro des Nations Unies. « Le



Le Général Berena accompagné de ses hommes © UN/ONUCI

travail est bon et apprécié, faisons tout pour conserver cette image exemplaire et cette confiance des Ivoiriens », a-t-il indiqué.

De Korhogo, le général de Division a poursuivi sa mission à Bouaké où son message a été presque identique. « Je suis venu parler aux troupes pour organiser notre participation aux législatives à venir » a-t-il dit après une rencontre avec le commandant du Secteur Est, avant d'indiquer que le comportement des soldats de la paix vis-à-vis de la population sera au cœur des échanges.

Le Chef de la Force onusienne a, par la suite, partagé les grands points de sa stratégie pour sécuriser les prochaines échéances électorales. Ce sont les patrouilles de routine pour sécuriser certains points sensibles, la contribution à la sécurisation des lieux de vote avec la présence des soldats de la paix pour

rassurer les votants, et la protection des candidats.

Le général Gnakoudé Berena a précisé, que cette stratégie qui s'inscrit dans le cadre de l'appui de l'ONUCI au processus électoral, serait mise en œuvre en collaboration avec les Forces Républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI). « Nous tenons des rencontres régulières avec elles pour une meilleure organisation et pour pouvoir contribuer au bon déroulement des élections », a-t-il conclu.

Ces différentes visites se situent dans le cadre d'une tournée générale de toutes les forces onusiennes en Côte d'Ivoire qui visent à mieux les organiser pour participer efficacement aux législatives à venir et à leur réitérer le devoir d'exemplarité qui doit les habiter dans le cadre de la politique de tolérance zéro que prônent les Nations Unies en matière d'abus sexuels.

*Prar Bakayoko Bakary et Charles Dago Toutoupko*

## FRÉQUENCES ONUCI FM



**ABENGOUROU 94.7 • ABIDJAN 96.0 • ADZOPE 96.0 • BANGOLO 91.1 •  
BONDOUKOU 100.1 • BOUAKÉ 95.3 • BOUNA 102.8 • BOUNDIALI 90.0 •  
DABAKALA 93.9 • DALOA 91.4 • DANANÉ 97.6 • DAOUKRO 94.7 • DUEKOUÉ 91.1 •  
FERKESSEDOUGOU 104.4 • GUIGLO 93.7 • KORHOGO 95.3 • MAN 95.3 •  
ODIENNÉ 101.1 • SAN-PEDRO 106.3 • SEGUELA 101.8 • TABOU 95.3 •  
TOULEPLEU 93.7 • YAMOUSSOUKRO 94.4 •**

# ABOISSO :

## Des Journées de l'ONUCI pas tout à fait comme les autres

**S**i, d'une manière générale, les Journées de l'ONUCI (JDO) tenues à Aboisso à la mi-septembre sont conformes à l'objectif visé -- encourager la population à s'engager pour la réconciliation, la cohésion sociale et la paix -- elles ont été uniques à plus d'un titre. Que ce soit sur le plan sportif, culturel ou artistique, les innovations étaient au rendez-vous.

Les JDO sont des activités de sensibilisation organisées par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI) pour contribuer à un environnement apaisé pendant et après la période électorale. Pendant trois jours, les arts, la culture, l'audiovisuel et les échanges sont utilisés pour sensibiliser les participants sur la nécessité d'un tel environnement et voir comment chacun peut y apporter sa contribution.

Les JDO comportent également un volet sportif, le sport étant vu par l'ONUCI comme un moyen de promotion de valeurs qui sont à la fois inhérentes à ces diverses disciplines et pertinentes à la vie politique et sociale. A Aboisso, cependant, le football habituel a été accompagné de «nouveaux venus» dans le monde des JDOs : le handball, le volley et le karaté, ainsi que la pétanque, jouée à la lumière des réverbères de la Place Elleingand, au Boulodrome Ngouan Jérémie.

Les sports d'équipe des JDOs réunissent d'habitude des jeunes. Cette fois-ci, les équipes de pétanque qui ont joué le 14 septembre, étaient composées notamment de personnes assez âgées. Ce soir-là, le message de paix venait du secrétaire-général du club de pétanque d'Aboisso, Francis Akpao Kouao. « Compte tenu de ce qui s'est passé, il faut accepter l'autre quel que soit son rang, quelle que soit sa manière de penser », a-t-il dit.

Cette seizième édition des JDO a bénéficié de la participation d'une délégation de haut niveau, dirigée par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire Général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, Arnauld Akodjénou. La délégation comprenait également le commandant de la Force de l'ONUCI, le Général. Gnakoué Béréna, qui a fait le déplacement les 14 et 15 septembre pour communier avec une population devant accueillir le premier camp de l'ONUCI dans l'extrême sud-est du pays.

Situé à la frontière avec le Ghana, le département d'Aboisso occupe une superficie de 4 662 km<sup>2</sup> pour une population estimée à plus de 225.000 habitants. Lors de la crise postélectorale, ce département multiethnique a accueilli environ 40 000 déplacés venus surtout d'Abidjan. Aucun trouble n'a été enregistré pendant cette période, se félicite le Préfet Seydou Gougou, à la tête un département dont cinq des huit sous-préfectures sont dirigées par des femmes.

La capacité démontrée par le département, ses autorités et ses habitants de maintenir la cohé-



Le Représentant de l'ONUCI en compagnie du Préfet du Sud-comoé © UN/ONUCI

sion sociale pendant la crise a été rappelé lors des différentes activités des JDO d'Aboisso, dont la rencontre entre la délégation de l'ONUCI et les autorités, le forum d'échanges avec la population et les ateliers qui ont précédé celui-ci. Ces ateliers réunissent d'habitude les représentants des jeunes, des femmes, des chefs traditionnels, communautaires et religieux, et les médias. A Aboisso, les représentants des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), de la police et de la gendarmerie ont aussi participé à un atelier organisé à leur intention.

Autre spécificité de cette seizième édition des JDO : la rencontre entre le roi du Krindjabo, entouré de ses notables, et le chef par intérim de la mission avait pour interprètes deux fonctionnaires de l'ONUCI originaires de la région.

Point fort de chaque JDO, le forum a donné aux représentants de l'ONUCI et de la population l'occasion d'échanger sur ce que la mission est venue faire en Côte d'Ivoire, ses activités et les préoccupations des populations. C'était aussi l'occasion pour les représentants des chefs traditionnels, des femmes, des jeunes, des médias et des forces armées de présenter, sur la base des discussions en atelier la veille, ce qu'ils pensent faire pour la réconciliation nationale et la cohésion sociale.

Relevant l'importance de la participation de tout un chacun aux efforts visant à panser les blessures laissées par la crise, le chef de la délégation de l'ONUCI au forum, Gamaliel Ndaruzaniyé, a souligné que « l'avenir de la Côte d'Ivoire dépendra de la capacité des Ivoiriens à se réconcilier les uns avec les autres ».

« Nous vous invitons à emprunter massivement la route de la paix », a-t-il ajouté.

Les JDO d'Aboisso ont pris fin le 16 septembre sur une note spéciale : le concert de clôture traditionnel a été animé par des artistes professionnels et locaux, comme lors des éditions précédentes des Journées, mais cette fois-ci, l'attraction principale a été Bellamundo, un orchestre composé uniquement de femmes !

### QUELQUES RECOMMANDATIONS DU FORUM D'ABOISSO :

**Atelier des chefs :** La création d'un comité local de cohésion sociale et un comité de veille pour la prévention des conflits et litiges, regroupant les chefs traditionnels et communautés, la jeunesse, les femmes, l'administration ; Le règlement de la circulation massive des armes à feu ; La séparation des activités coutumières et traditionnelles des activités politiques

**Atelier des femmes :** Les femmes doivent sensibiliser la population à la paix par la création d'une plate-forme de toutes les organisations féminines.

**Atelier des jeunes :** On doit responsabiliser la jeunesse à travers sa prise en compte dans le cadre des différentes activités locales, et le recours aux alliances ethniques et à plaisanteries par leur valorisation dans le cadre de la cohésion sociale ;

**Atelier des médias :** Les autorités administratives et politiques devraient adhérer et soutenir les différents programmes d'activité conçus par les professionnels des médias pour la promotion de la paix dans leur circonscription ; L'ONUCI doit soutenir le développement des capacités des professionnels des médias.

**Atelier des forces armées :** S'engagent à observer une feuille de route de bonne conduite et un changement de mentalité en bannissant les brimades et les violences. Elles doivent servir la population avec courtoisie.

#### Messages de paix

*« Nous sommes battantes, mobilisatrices, compréhensives, rassembleuses, c'est nous qui faisons l'équilibre de la famille, nous sommes des êtres pacifiques, alors mobilisons-nous, trouvons la solution à tous les problèmes [...] en nous serrant les coudes afin d'obtenir une réconciliation vraie et sincère, seul gage d'un développement durable ». [Les femmes]*

*« Hier nous avons perdu la paix et la cohésion sociale, maintenant recherchons les, et œuvrons tous pour que vive la Côte-d'Ivoire sur la voie du progrès et de la prospérité ». [Les forces armées],*

Par Kenneth Blackman et Marie -Mactar Niang

# L'ONU CI FACILITE LA RECONCILIATION ENTRE AGRICULTEURS ET ELEVEURS DE LA REGION DU BAFING

Les conflits entre agriculteurs et éleveurs ensanglantent régulièrement la région du Bafing. Face à cette situation et en attendant un cadre juridique règlementant la transhumance en Côte d'Ivoire, des activités de renforcement de cohésion sociale et de cohabitation pacifique sont régulièrement organisées par la Section des Affaires civiles de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI). Ainsi depuis le 17 septembre 2010, en collaboration avec le Sous-préfet de Touba, des actions de résolution des conflits entre agriculteurs et éleveurs se tiennent dans les localités de Soukourala, Yaala, Yatiensou et Gbegan.

De cette médiation sont nées des commissions sous-préfectorales chargées du suivi de la cohabitation agriculteurs-éleveurs, composées du sous-préfet et de représentants des ministères de la production animale et de l'agriculture, des Forces Républicaines de Côte d'Ivoire, des éleveurs, des agriculteurs, de la chefferie traditionnelle, et des associations de femmes et de jeunes de chaque localité.

Soukourala, localité située à une vingtaine de km de Touba, a accueilli le 8 septembre 2011, une rencontre intercommunautaire comportant, notamment, des ateliers d'échanges entre éleveurs et agriculteurs et organisée par la Division des Affaires civiles et les commissions sous-préfectorales.

À l'ouverture des ateliers, Beira Koua, sous-préfet de Touba, a indiqué que la rencontre, qui servait aussi à préparer une grande cérémonie de cohabitation pacifique agriculteurs-éleveurs, devait permettre de faire le bilan à mi-parcours des actions menées depuis un an pour le règlement pacifique du conflit entre les deux groupes.

« L'agriculture et l'élevage sont des activités qui vont de pair. L'accueil dont nous avons été témoins ce jour par les deux communautés prouve que la



Éleveurs et agriculteurs en plein conseil © UN/ONU CI

cohabitation pacifique est en marche dans vos localités respectives », a dit M. Koua. « Je vous invite, donc, à saisir cette opportunité de réconciliation que la communauté internationale offre pour servir de bons exemples de cohésion sociale à toutes les régions de Côte d'Ivoire où sont pratiquées ces activités », a-t-il ajouté.

Pour sa part, Adadjou Komlan de la Division des Affaires civiles, a salué l'effort fait par les deux groupes pour favoriser le dialogue intercommunautaire impulsé par l'ONU CI et le corps sous-préfectoral. « Je suis convaincu que nos actions à Soukourala porteront des fruits qui serviront d'exemple de bonne cohabitation et de solidarité à d'autres populations ivoiriennes », a-t-il dit.

Au nom de ses pairs, Amara Touré, chef de Soukourala, a remercié l'ONU CI pour son appui constant à la gestion du conflit agriculteurs-éleveurs. Il a promis de tout mettre en œuvre pour que la cohabitation entre les deux groupes soit une réalité dans les quatre villages.

Au terme des ateliers, les différentes communautés ont décidé d'oublier les différends qui les ont opposés et ont

promis de vivre désormais en bonne intelligence. Elles ont souhaité voir la réalisation des promesses de l'ONU CI, notamment la construction de parcs pour les animaux dans les zones pastorales identifiées par les deux groupes, et le don d'une décortiqueuse à la SODIKA, une coopérative des femmes des quatre villages.

Pour leur part, les éleveurs ont promis d'honorer leur engagement de dédommager les agriculteurs victimes des dégâts de leurs troupeaux.

À la clôture des activités, le Sous-préfet a exhorté les comités de chaque village à plus de rigueur dans la gestion des conflits et à ne pas hésiter à se référer au comité sous-préfectoral en cas d'échec ou de difficulté.

En marge de cette activité, les femmes de la coopérative SODIKA ont bénéficié d'une formation sur la gestion des coopératives de la part de l'Agence Nationale pour le Développement Rural (ANADER), qui s'est proposée de les assister et les encadrer dans la mise en œuvre d'un comité de gestion de la décortiqueuse.

Par Yacouba Kébé et Danièle Zan

# LA CHEF DE LA SECTION DES AFFAIRES CIVILES DE L'ONU CI VISITE LES POSTES DOUANIERS DE FERKESSEDOUGOU, DE OUANGOLODOUGOU ET DE POGO



Cecilia Piazza et ses collègues de l'ONU CI en compagnie des douaniers redéployés au nord © UN/ONU CI

Le redéploiement de l'administration est de plus en plus effectif au nord de la Côte d'Ivoire, avec l'installation des régies financières de l'Etat. Pour constater cette réalité, la chef de la Division des Affaires civiles de l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU CI), Cecilia Piazza, a visité, le 6 septembre 2011, les postes douaniers de Ferkessedougou, de Ouangolodougou et de Pogo, dans le nord du pays.

Cette visite fait partie du mandat de la mission d'appuyer les autorités locales pour le retour à la normalité, dont le suivi de l'unicité des caisses et la restauration de l'autorité de l'Etat.

« Depuis quelque temps nous entendons qu'il y a des développements en cours par rapport à l'unicité des caisses et le redéploiement de l'administration douanière au Nord. Avec les autorités préfectorales et douanières, nous nous sommes rendus aux postes douaniers de Ferkessedougou, d'Ouangolodougou et de Pogo pour constater ensemble cette réalité sur le terrain », a-t-elle indiqué avant d'ajouter que

l'administration douanière est présente et a commencé à percevoir les droits et taxes.

Mme Piazza a réaffirmé la volonté de la mission de continuer d'appuyer les efforts du gouvernement ivoirien quant au redéploiement de l'administration douanière. « Pour l'administration des douanes, nous avons prévu le redéploiement de 8 fonctionnaires des douanes, dont deux pour la région des Savanes, en vue de renforcer les capacités des agents sur le terrain qui viennent d'intégrer les douanes ivoiriennes », a dit Mme Piazza.

Selon le Capitaine Kouadio Kouakou Benoit, Inspecteur des Douanes et Chef du Bureau des Douanes de Pogo, l'unification et la normalisation de la Côte d'Ivoire sont en marche.

« Nous apprécions les efforts inestimables de l'ONU CI qui a toujours accompagné le processus de sortie de crise en Côte d'Ivoire et qui appuie les douanes, mamelles de l'économie ivoirienne et pourvoyeuses de ressources

au niveau des caisses de l'Etat », a-t-il souligné.

Pour le Sous-préfet de Ouangolodougou, Yao Djé, représentant le Préfet de département, la sécurité des agents des douanes dans l'exercice de leur fonction est une nécessité.

« En matière de sécurité, nous ne pouvons pas tout assurer. Nous ne disposons pas des forces telles que la Police et la Gendarmerie, pour sécuriser effectivement les tâches des agents des douanes qui manipulent de l'argent », a-t-il déclaré.

Il faut noter qu'au cours de cette visite, Mme Piazza a pu rencontrer 79 agents des douanes issus des ex-Forces armées des Forces nouvelles, ainsi qu'un commandant et un capitaine des douanes issus des rangs des anciennes Forces de Défense et de Sécurité. Elle a échangé, dès son arrivée, avec le Préfet de région et du département de Korhogo, Daouda Ouattara.

Par Bakary Bakayoko

# LES FEMMES DU SECTEUR VIVRIER S'ENGAGENT AU SERVICE DE LA COHESION SOCIALE



Botti Rosalie présidente des femmes du secteur vivrier © UN/ONUCI

« Nous allons organiser un caravane de sensibilisation sur la réconciliation nationale dans toutes les régions de Côte d'Ivoire ». C'est l'engagement pris lundi 12 septembre 2011, par une cinquantaine de femmes du vivrier à l'issue d'un atelier de renforcement de leurs capacités organisé par l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

De fait, la crise postélectorale avait créé une situation de conflit chez les femmes vendeuses des différents marchés d'Abidjan. Les querelles entre chapelles politiques avaient eu raison de ce milieu jusque-là caractérisé par la tolérance et l'acceptation de l'autre.

La paix revenue, les opératrices économiques que constituent les femmes vendeuses de produits agricoles ont voulu contribuer aux efforts en vue d'instaurer la concorde entre les différents éléments de la société ivoirienne. « L'engagement des femmes du Secteur vivrier pour le renforcement de la cohésion sociale et la réconciliation nationale » était le thème de l'atelier qui s'est tenu à Abidjan.

Dans leurs recommandations, les femmes du vivrier ont promis d'œuvrer pour une plus grande implication dans

l'instauration de la cohésion sociale et la réconciliation nationale, à travers la sensibilisation, le pardon, la tolérance et le désarmement des cœurs. Elles se sont engagées à éviter les agressions verbales tant dans les marchés qu'en dehors, et souhaité une meilleure connaissance de leurs droits et une plus grande alphabétisation des femmes du vivrier afin de mener à bien cette tâche.

Les échanges entre les participantes et les représentants de l'ONUCI qui ont participé à l'atelier ont couvert, notamment, les valeurs de la cohésion sociale et les différentes thématiques liées à celle-ci, dont le respect des droits humains, le genre et le VIH-SIDA.

S'adressant, au nom du Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies pour la Côte d'Ivoire, aux participantes à l'ouverture des travaux, la Directrice de la Section des Affaires civiles de l'ONUCI, Cecilia Piazza, a mis l'accent sur la nécessité du renforcement des capacités des femmes du vivrier.

« La méfiance et la suspicion ont pris le pas sur la solidarité et l'union qui caractérisaient les marchés, entamant la cohésion sociale. A travers ce séminaire, l'ONUCI voudrait exhorter les

femmes du vivrier à promouvoir et à favoriser la cohésion afin que la réconciliation dans le pays se construise sur des bases solides et durables », a dit Mme Piazza. Elle a ensuite ajouté que cela était possible si la cohésion entre les femmes et la défense des intérêts communs étaient transmises avec plus de visibilité.

Pour Kenneth Blackman de la Division de l'Information Publique, l'atelier visait également à réaffirmer le rôle des femmes dans le processus de réconciliation, tel que prôné par la résolution 1325 du Conseil de sécurité des Nations Unies. Il s'agissait aussi « de vous doter d'outils qui peuvent vous servir lorsque vous cherchez à sensibiliser vos pairs, mais surtout d'atténuer les tensions sur les marchés, car vous avez un rôle prépondérant dans ce domaine » a-t-il expliqué.

C'est pourquoi il a salué la pertinence des recommandations faites par les femmes du vivrier. « Les recommandations et engagements que vous avez pris, dépassent le cadre du vivrier. Ils sont pertinents pour les femmes de Côte d'Ivoire et, au-delà, pour les Ivoiriens », s'est-il félicité en les exhortant à mettre en œuvre les décisions de cet atelier.

Par Marie-Irène Richmond

# L'ONU CI REHABILITE LES LOCAUX DU CENTRE D'OBSERVATION DES MINEURS DE LA MACA

Le Représentant Spécial Adjoint du Secrétaire Général pour la Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwey a officiellement remis, le 31 août 2011, aux autorités du Centre d'Observation des Mineurs (COM) de la Maison d'Arrêt et de correction d'Abidjan (Maca), les clés des locaux entièrement réhabilités par l'Opération des Nations Unies en Côte

d'Ivoire (ONU CI).

L'engagement de la mission dans la réhabilitation de ce centre participe de sa volonté d'offrir une seconde chance aux mineurs qui se trouvent en marge de la société, a indiqué M. Ndolamb. « Il s'agit pour la mission de leur donner la possibilité d'intégrer la société » a-t-il dit.

Pour sa part, le Directeur de cabinet du Ministre de la Justice, Kodjo Foto, qui représentait le Ministre Ahoussou Jean-not, a affirmé que la réhabilitation du centre était un véritable soulagement pour l'Etat de Côte d'Ivoire. « Nous sortons d'une crise. L'Etat ne peut pas tout faire à lui seul. C'est pour cette raison que nous apprécions cet apport inestimable de l'ONU CI » a-t-il souligné.

Pour sa part, le Directeur du Centre, Dédi Brou, a expliqué que la réhabilitation des locaux allait faciliter l'intégration des pensionnaires dans la société. « Non seulement le cadre est sain mais les différents ateliers de travail ouverts à leur intention vont les aider à la fin de leur séjour à avoir un métier », a-t-il soutenu.

La réhabilitation du COM a été soumise par l'ONG AMIGO à l'ONU CI, qui l'a entièrement financée et réalisée dans le cadre de ses projets à impact rapide. Ce projet comprenait la réhabilitation complète de l'infirmerie, de la bibliothèque, des ateliers et des dortoirs et le don de 110 matelas et de deux fûts pouvant contenir jusqu'à 2000 litres d'eau. Son coût total est de 10.500.000 CFA.

Par Marie-Mactar Niang



Le Centre d'observation des mineurs réhabilité par l'ONU CI © UN/ONU CI



Ndolamb Ngokwey faisant un don en matériel au Centre d'Observation des Mineurs © UN/ONU CI

Visitez notre site web : [www.onuci.org](http://www.onuci.org)

# SEMINAIRE SUR LA REFORME DE LA SECURITE ET LE DDR :

## Les participants appellent à des actions décisives pour un renforcement de la démocratie

La réforme du Secteur de la sécurité (RSS) et le désarmement, la démobilisation et la réinsertion (DDR) font partie des chantiers les plus importants des nouvelles autorités ivoiriennes pour refermer la parenthèse née de la crise de 2002, accentuée par les douloureux événements postélectoraux. C'est dans ce cadre qu'il faut situer la tenue, du 21 au 23 septembre 2011 à Grand-Bassam (22 km d'Abidjan) d'un séminaire préparatoire sur la RSS et le DDR, auquel l'Opération des Nations Unies en Côte d'Ivoire (ONU-CI), a pris une part active.

A la clôture des travaux, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général de l'ONU pour la Côte d'Ivoire, Ndolamb Ngokwey s'est réjoui de la forte représentativité des acteurs de la sécurité à ce pré-séminaire. Il a rappelé que pour sa part, l'ONUCI estimait que dans le cadre du DDR, une gestion globale du intégrée du processus ainsi que la nécessité de la redéfinition des critères d'éligibilité des ex-combattants s'imposait. « L'ONUCI se félicite de la volonté d'appropriation nationale du processus RSS et du DDR. La réussite du processus RSS et DDR devra être marquée par un leadership national et soutenu », a souligné M. Ngokwey

Selon la Directrice du DDR à l'ONUCI, Sophie Da Camara, la mission a apporté une aide la Primature à une assistance technique et l'envoi d'experts qui ont pu exposer. Cet exercice technique de mise à niveau a permis aux participants de comprendre tous les concepts nouveaux et complexes touchant à la souveraineté de l'Etat. Pour la responsable du DDR, il était indispensable de permettre à chaque membre de mieux comprendre la RSS souhaitée par le Président de la République. « On est content parce que tout le monde a bien embrassé la problématique et a bien compris ce que c'est que la restauration de l'Etat de Droit la sécurisation du territoire y compris, que la profession-

nalisation des Forces républicaines de Côte d'Ivoire (FRCI), leur contrôle civil, leur démocratisation est fondamentale pour la paix », a expliqué Mme Da Camara.

Le Représentant du Premier ministre Guillaume Soro, le Général Nicolas Kouakou, chef de cabinet militaire, a souligné l'importance de ce pré-séminaire qui a permis à tous les acteurs du

rien qui envisage de s'approprier le secteur de la sécurité. Il permettra de réorganiser le secteur du DDR de sorte à rendre les actions menées dans ce secteur plus efficaces. Selon le Ministre Darret, « ces jeunes gens qui ont pris les armes et qui n'ont pas été retenus dans l'armée, il va falloir leur trouver une situation durable de telle sorte qu'ils ne menacent pas la sécurité, et faire en sorte qu'il ne représente pas un



Vue des participants au séminaire © UN/ONUCI

secteur d'être au même niveau d'information. « Nous avons estimé que ce séminaire était essentiel pour préparer les esprits pour qu'on puisse tenir un séminaire national avec tous les acteurs qu'il faut pour sortir les résultats patents », a-t-il indiqué.

Pour le Ministre chargé des ex-Combattants et des Victimes de Guerre, Mathieu Babaud Darret, cet atelier est une étape importante pour faire des propositions de thématique au séminaire national sur les RSS prévu en octobre prochain à Yamoussoukro et qui vont servir au Gouvernement ivoi-

danger et ne puissent pas être utilisés».

Le Régisseur de la Maison d'Arrêt et de Correction d'Abidjan (MACA), Patrice Yao, a salué cette initiative qui va, selon lui, permettre un toilettage des textes du secteur de la sécurité. « Tous les acteurs du secteur de la sécurité savent qu'il y a des réformes profondes à apporter. Nous avons tiré beaucoup d'enseignements parce qu'on sent que ça va permettre à chaque pilier de pouvoir avancer véritablement et tout le monde va en tirer profit », s'est réjoui M. Yao.

Par Marie-Mactar Niang

# LE COLONEL MAJOR MAHFOUD ZEIDANE, COMMANDANT DU 14<sup>e</sup> CONTINGENT MAROCAIN DE DUEKOUÉ : « nos relations avec la populations sont excellentes »

« Le colonel-major Mahfoud Zeidane est un homme avec un grand cœur. Depuis les événements douloureux des 29 et 30 mars 2011, lui et ses hommes ont toujours été aux côtés des personnes déplacées internes (PDI) pour assurer notre sécurité, nous fournir une assistance humanitaire et nous écouter ». Ces propos de Firmin Yro le porte-parole des PDI de Duékoué, illustrent bien le degré d'intégration du commandant du 14<sup>e</sup> Bataillon marocain (MORBATT), durant son séjour dans la cité du « Guémon. »

Arrivé à Duékoué en pleine crise post-électorale, cet officier de carrière, sorti de l'Académie Royale de Meknès (Maroc) en 1978, qui a occupé plusieurs fonctions opérationnelles et participé à de nombreuses campagnes, a vite pris la mesure de la situation sur le terrain. Conformément au mandat de l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI), il a su effectuer un déploiement efficace de ses hommes sur les lieux de combat, et ce malgré la situation exceptionnelle qu'a vécue la région du Moyen-Cavally.

Ainsi, le 14<sup>e</sup> contingent, sous la conduite du colonel-major Zeidane, a d'abord assuré la protection et la sécurisation du camp des déplacés de la Mission catholique de Don Bosco qui a abrité en un certain moment jusqu'à 30.000 personnes. Le MORBATT a aussi procédé à l'extraction de la brousse de milliers d'autres personnes pour les ramener saines et sauvées dans le camp. Il a également prodigué des soins d'urgence et procédé à l'évacuation des blessés. Autant que faire se peut, les éléments du contingent ont tenté d'alléger les peines des populations déplacées en leur fournissant de l'eau des médicaments. Si les PDI lui sont reconnaissantes,



Le colonel Zeidane en compagnie d'un employé de la mission catholique de Duékoué © UN/ONUCI

c'est également le cas pour les populations de Duékoué dans leur ensemble. Quand la radio « La Voix du Guémon » a pris feu et lorsque la rivière « Guémon » a débordé de son lit pour inonder de nombreuses habitations dans les quartiers « Kokoma », « Représentant » et « Belleville », suite à des pluies diluviennes, c'est le colonel-major et ses hommes qui étaient sur le terrain pour apporter assistance et secours aux victimes.

Quand on lui demande ce qui explique cet engagement permanent sur le terrain, cet homme affable et peu bavard répond : « L'envie toujours renouvelée de vouloir alléger les peines des populations et la noble cause de la paix pour laquelle nous sommes ici ont guidé chacune de nos actions. Et en retour, nos relations avec les populations de Duékoué ont été très bonnes. Elles nous perçoivent bien et apprécient toutes les actions que nous faisons pour leur venir en aide. »

Cette disponibilité au profit des populations a fini par créer des liens forts avec elles, au premier rang desquelles le 1<sup>er</sup>

adjoint au maire de Duékoué, Mondouho Paul. « Le 14<sup>e</sup> Bataillon marocain a apporté beaucoup à notre localité et je ne peux que remercier le Colonel major Zeidane pour cela », affirme-t-il. Nellé Charles Clément, le président de la jeunesse communale, se veut plus explicite : « Les militaires marocains ont pris une part active à nos différents tournois de football organisés pour la paix et la réconciliation en constituant une équipe et en offrant la logistique ; tout ça grâce à la sollicitude de leur commandant ».

A la veille de son départ de la Côte d'Ivoire, il lance ce message de paix aux populations pour qui il dit avoir beaucoup de sympathie : « Des moments difficiles vécus ont plongé le pays dans le deuil et l'incertitude. Cependant, l'espoir de retrouver la paix demeure encore grand. J'implore Dieu le Tout-Puissant pour que la Côte d'Ivoire demeure en paix et que ses habitants retrouvent le chemin de la réconciliation et de la prospérité. »

Par Charles Dago TOUTOUKPO

Visitez notre site web :

[www.onuci.org](http://www.onuci.org)